



ENQUÊTE
 Cette gauche française
 à l'heure allemande

SOCIÉTÉ
 Tolkien, héraut de
 la contre-culture



LE NOUVEAU

www.marianne.net N° 921 Du 12 au 18 décembre 2014

Marianne

L 12811 - 921 - F: 3,00 €

DOSSIER

L'ÉCOLE EN ÉCHEC SCOLAIRE



- **Achevons le mammouth!** *Par Jacques Julliard*
- **Témoignages: "Ma vie de prof en ZEP"**
- **Des idées pour s'en sortir** • **Le débat Meirieu-Sallenave**

**Lepaon, le dandy
 qui déplume la CGT**



THIERRY LEPAON LE DANDY QUI DÉPLUME LA CGT

Pour le premier syndicat de France, qui perd de l'influence au fil des élections professionnelles, l'affaire de l'appartement et des indemnités du secrétaire général tombe au plus mal. Retour sur la brutale descente aux enfers du successeur mal élu de Bernard Thibault.

PAR LAURENCE DEQUAY



Lorsqu'il se regarde dans le miroir de la salle de bains de son désormais célèbre pied-à-terre de 79 m² à Vincennes, loué après que la CGT a engagé 105 000 € de frais, l'ancien chaudronnier normand doit, à 54 ans, se poser cette cruelle question. « *Mais comment ai-je pu, alors qu'en mars 2013 mes camarades m'avaient porté à l'unanimité à leur tête après un an de déchirements, me fourrer dans un tel pétrin ?* » Dans une ambiance grave, les



DANS UN SYNDICAT HABITUÉ À LAVER SON LINGE SALE EN FAMILLE, RIEN NE SE SERAIT PASSÉ SANS LA VOLONTÉ DE RENDRE PUBLIC LE SCANDALE.

puis un comité confédéral national (CCN) le 13 janvier, qui décidera du sort de Lepaon. Comment en est-il arrivé là ? Par une insoutenable légèreté ? Parce qu'il peut faire la sourde oreille aux conseils qui lui sont donnés, même lorsqu'ils viennent de son prédécesseur, Bernard Thibault ?

L'histoire de cette brutale descente aux enfers tient beaucoup à la personnalité du secrétaire général. Un brin dandy dans son costume noir et ses chemises blanches, amateur de bons vins et de berlines, l'ancien chef de délégation de la CGT au Conseil économique, social et environnemental (Cese) n'a jamais été très apprécié par une partie de la base. Des militants qui croient encore à la lutte des classes et le soupçonnent de vouloir négocier avec le patronat. « Avec lui, la confédération renvoie une image de nanti qui aurait complètement oublié à quel point la vie est dure pour ceux qui défendent leurs camarades dans les usines, face à un patronat de combat »,

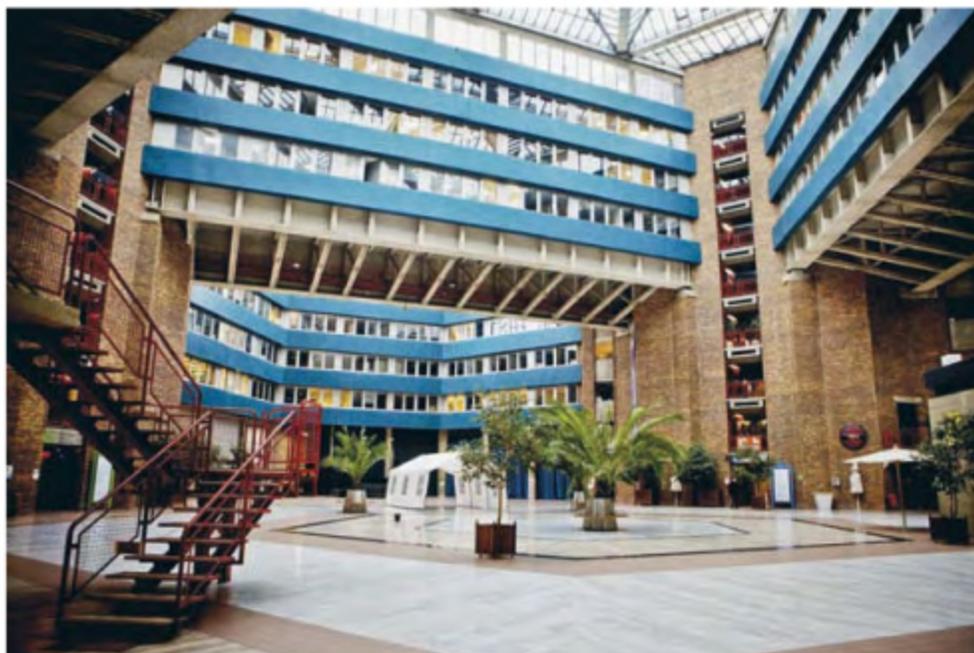
accuse ainsi Jean-Pierre Mercier, ancien délégué PSA d'Aulnay. A Montreuil, au siège du syndicat, on a beau affirmer que Lepaon applique scrupuleusement la ligne définie lors du congrès de Toulouse, en 2013, les arguments ne portent plus.

VENGEANCE PERSONNELLE ?

Mais, dans un syndicat jusqu'alors habitué à laver son linge sale en famille, rien ne se serait probablement passé sans la volonté, au sein même de la CGT, de porter le scandale sur la place publique. Car c'est bien de l'intérieur que sont venues les révélations sur les travaux dans son appartement, dans son bureau, puis sa prime de 31 000 € (lire p. 34). « On a cherché à lui tailler un costume de nanti, mais Thierry, que je connais depuis des années, n'est pas un fricard », nous affirmait, il y a plusieurs semaines Francine Blanche, secrétaire confédérale de la CGT chargée des droits des >

membres de la commission exécutive de la CGT ont pesé, mardi 9 décembre, des heures durant la nécessité ou pas de convoquer le parlement de leur syndicat, le comité confédéral national (CCN), pour sortir de l'« affaire Lepaon ». Si certains ont été convaincus de sa bonne foi, d'autres, qui lui reprochaient son manque de capacité de synthèse, sa faible éloquence, sont restés persuadés qu'il est trop affaibli pour représenter le syndicat. Il a donc été décidé de convoquer le 15 décembre une assemblée générale des responsables de la CGT,

AU SIÈGE
de la centrale syndicale, la direction est dans tous ses états.



Icham / sipa

stéphane lagoutte / challenges-réa

➤ salariés. Si plus personne n'a de doutes sur le fait que les devis qui ont fait la une du *Canard enchaîné* ont fuité du siège de la confédération, nul n'a identifié les auteurs de l'opération. « Ces documents portaient des signatures internes. Il peut s'agir d'une vengeance personnelle, exploitée ensuite par des opposants politiques », dit-on dans l'entourage de Lepaon. Fait troublant : le document sur les travaux effectués dans son appartement a été envoyé avant sa publication dans la presse, par courrier interne, aux différentes fédérations de la CGT. Un envoi effectué juste après que Lepaon a officialisé dans *le Monde* son souhait de briguer un nouveau mandat en 2016, en se targuant d'avoir contré une tentative d'instrumentalisation de la CGT par le Front de gauche...

Mais, une fois cette mèche allumée, Thierry Lepaon et sa direction se sont enfermés dans leurs explications. Le 9 novembre, devant la commission exécutive, le secrétaire général reconnaissait « une faute collective qui ne masque pas des responsabilités individuelles »... Quelques heures plus tôt, il avait pourtant refusé la démission d'Eric Lafont, l'administrateur de la CGT. « Par



bruno martin / reuters

fidélité », assurait alors l'intéressé. Par crainte aussi de devoir convoquer un CCN pour le remplacer. Un mois plus tard, Lafont a pourtant dû se résoudre à quitter son poste...

UN ADMINISTRATEUR PEU REGARDANT

Eric Lafont apparaît aujourd'hui comme un des acteurs essentiels de l'histoire. Stature imposante, crâne lisse comme une boule de billard et gouaille à la Bernard Blier, il ne dépareillerait pas dans un remake des *Tontons flingueurs*. « En toutes circonstances, même s'il s'agissait d'une simple porte défectueuse, il aimait apparaître comme l'homme qui règle prestement une situation », raconte une collègue. Dès le mois de

EN COMPAGNIE des anciens secrétaires généraux Bernard Thibault et Georges Seguy (au premier plan) lors du 50^e congrès de la CGT, en mars dernier.

mars 2013, Thierry Lepaon, qui n'a pas déménagé dans la capitale avec sa compagne Emmanuelle, une jolie et grande cheminote de 38 ans au look rock, se morfond chaque soir dans l'Ibis qui fait face à l'immeuble de la CGT. A l'heure de la pause-café, il s'épanche. « J'en ai marre, et en plus ça coûte un fric fou à la CGT [sic] », confie-t-il à une collaboratrice.

Illico, Lafont déploie ses talents. Comme il ne peut plus, à la différence de ses prédécesseurs, réclamer un logement social à un maire communiste, il se met en quête d'un appartement. Il ne visitera en tout et pour tout que cinq logements ! Très vite il signe pour un 79 m² à Vincennes libre sans préavis, sûr et tranquille, en promettant au propriétaire d'effectuer des travaux.

Lafont réalise alors que les entreprises qui travaillent régulièrement pour la CGT ne sont pas libres. Il reprend contact avec AD Peinture, un décorateur qui a donné satisfaction par le passé, en tenant ses délais. Devant des tiers, il précise que Thierry Lepaon ne lui a demandé aucun aménagement particulier.

Les devis salés, réglés en trois fois, ne feront pas tiquer l'administrateur-trésorier de la CGT, qui dit ne pas avoir d'autre solution. De son côté, le patron du syndicat laisse faire sans mesurer ni vérifier le coût exorbitant des travaux. Confrontés ensuite à l'affaire du bureau du secrétaire général rénové pour 67 000 €, les deux plaident cette fois totalement non coupables, expliquant qu'ils ➤

ÉLECTIONS DANS LA FONCTION PUBLIQUE SEULE LA CGT RECULE

Le « boulet de l'affaire Lepaon » allait-il plomber gravement la CGT dans une élection décisive, celle de la fonction publique ? Telle était l'angoisse de nombreux militants à la veille du scrutin. Au final, la centrale de Montreuil reste en tête avec 23,1 % des voix des 5 millions de fonctionnaires contre 19,2 % à la CFDT. Ce résultat ne doit cependant

pas cacher un chiffre beaucoup moins flatteur. La CGT est en effet le seul grand syndicat à accuser un important recul important de 2,3 %. La CFDT reste stable (+ 0,1) pendant que FO et l'Unsa progressent. Dans la fonction publique d'Etat, la CGT glisse donc de la troisième à la cinquième place. Elle maintient en revanche sa suprématie dans la territoriale et les

gros bataillons des personnels de santé et des services sociaux. Pour Guy Groux, chercheur au Cevipof, « l'affaire Lepaon n'a donc pas aidé la centrale de Montreuil », sans qu'on puisse lui imputer la totalité du recul. D'autant que la participation globale à ses élections, marquée par des ratés dans le recueil des voix, a elle aussi reculé de 54,6 à 52,8 %. ■ L.D.

ont été conduits par l'Aful-CGT, l'association qui gère tous les chantiers de la confédération.

DES DIRIGEANTS ÉCLABOUSSÉS

Reste le dernier épisode du scandale. La prime normande de 31 000 € touchée par Thierry Lepaon. Après différentes interprétations sur l'origine de cet argent, *Marianne* a révélé sur son site Internet qu'il s'agissait d'une retraite « casquette » visant à compenser les années de chômage du dirigeant de la CGT après la fermeture de Moulinex. Pratique discrète mais connue de quelques-uns, dont auraient bénéficié de nombreux cadres depuis des années. Du coup, ce n'est plus le seul Thierry Lepaon mais de nombreux responsables du syndicat qui risquent d'être éclaboussés par cette histoire. « *Cela montre que certains n'ont pas perdu l'espoir de prendre leur revanche* », commente un haut dirigeant...

A travers l'affaire Lepaon, la CGT revit-elle la crise qui l'avait déchirée pendant près d'un an en 2012 ? Après quatorze ans de mandat, Bernard Thibault avait bataillé pour que Nadine Prigent, de la fédération de la santé et de l'action sociale, lui succède. Puis, lorsque celle-ci avait été recalée par ses camarades, il avait tout tenté pour barrer la route à Eric Aubin, un Normand hyperactif et jovial. L'ancien héros des chemins lui reprochait, dit-on à Montreuil, de privilégier une logique d'affrontements et de rapports de forces entre organisations, alors qu'à ses yeux la confédération devait fonctionner au consensus. Écarté du pouvoir, Eric Aubin s'était ensuite montré loyal envers Lepaon, reconnaissant publiquement sa capacité de débat. Ce n'est que lorsque son affaire a pris de l'ampleur qu'il s'est opposé à lui avec trois autres membres du bureau. Plus que jamais, la peur d'une nouvelle guerre fratricide tétanise la CGT. ■ L.D.

EXCLUSIF LA RETRAITE "CASQUETTE" QUI CHOQUE LES MILITANTS

Fricard », « nanti », « boulet »... De toutes les révélations qui, depuis le 28 octobre, accablent Thierry Lepaon, l'information sur les 31 000 € reçus lors de son départ de la fédération de Basse-Normandie a sans doute été la plus dévastatrice auprès des militants de la CGT et a miné sa position au sein de la commission exécutive. Pourtant, comme *Marianne* l'a révélé sur son site Internet, cette somme correspond à une prime de retraite « casquette » destinée à compenser l'effet négatif sur sa retraite des trois ans de chômage après la fermeture de Moulinex. Et, si des milliers d'ouvriers, d'infirmières ou de fonctionnaires se sont demandé « comment Thierry Lepaon avait pu, à ce point, piétiner les valeurs » de la CGT, c'est à coup sûr que la plupart d'entre eux ignoraient tout de cette pratique peu transparente. Les retraites « casquette » existent pourtant depuis des décennies au sein du syndicat. Et Thierry Lepaon n'est pas le seul concerné, loin s'en faut ! « *Dans nos*

fédérations du secteur privé, lorsque nos camarades ont subi des années de chômage consécutives à des luttes syndicales, ou ont vu leur carrière freinée par des discriminations, nous nous efforçons de leur négocier une promotion en fin de parcours pour qu'ils ne soient pas pénalisés dans le calcul de leur retraite [sur leurs vingt-cinq meilleures années professionnelles], confie un secrétaire de fédé, réputé tatillon sur l'emploi des cotisations militantes. Lorsque le camarade a été recruté comme permanent, les différentes instances de la CGT peuvent mettre la main à la poche. » C'est donc ce qui se serait passé pour Thierry Lepaon, au début des années 2000, après la débâcle de Moulinex et son licenciement avec 3 000 de ses collègues. A l'époque, il a siégé de 1986 à 1989 à la commission exécutive de la métallurgie, qui ferraille avec la puissante UIMM (organisation patronale nantie à l'époque d'une caisse noire de centaines de millions d'euros). Secrétaire de l'union locale de Caen depuis dix ans, il

devient secrétaire général de l'union départementale du Calvados, mais sans salaire, car les employeurs normands ne se bousculent pas pour embaucher l'« emmerdeur » de Moulinex. Trois ans durant, Lepaon vit donc sur ses indemnités de chômage sans cotiser pleinement pour sa retraite. C'est seulement lorsqu'il est en fin de droits qu'il est embauché comme permanent syndical. Promu en 2006 secrétaire régional de la CGT de Basse-Normandie, il « monte » alors à la commission exécutive confédérale et participe au Conseil d'orientation pour l'emploi auprès du Premier ministre. Lorsqu'il est adoubé en octobre 2012 pour succéder à Bernard Thibault, il siège au Conseil économique, social et environnemental. Toutefois, comme le veut la règle à Montreuil, ses indemnités de fonction sont reversées à son syndicat et il reste salarié par la fédération de Basse-Normandie. C'est pourquoi, au moment de rompre ce contrat de travail, ses camarades normands acceptent de lui verser une prime exceptionnelle de 31 000 €, montant qui correspondrait, selon nos calculs, à un complément de pension de 1 680 € par an (140 € par mois). Rien à voir avec les 831 641 € de retraite « haut de forme » de Gérard Mestrallet ! Cette retraite « casquette »-là, pourtant, et faute de transparence, a fait plus de mal à l'intéressé que la pension « haut de forme » de l'ancien PDG de GDF Suez avalisée par le gouvernement Valls... ■ L.D.



DÉLÉGUÉ SYNDICAL chez Moulinex (ici, en 1978), Thierry Lepaon a accompagné l'interminable agonie du fabricant d'électroménager jusqu'aux années 2000.